

**« LE PARLEMENT EUROPÉEN EST APPRÉHENDÉ COMME UNE INSTITUTION TRÈS LOINTAINE. NOUS AVONS APPORTÉ DES AVANCÉES IMPORTANTES DANS CERTAINS DOMAINES, MÊME SI JE REGRETTE QU'IL SOIT RESTÉ ABSENT SUR LES QUESTIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE. »**

**Autrement dit :** Le mandat européen s'achève prochainement. Quelle impression d'ensemble retenez-vous ?

**Marie-Noëlle Lienemann :** Nous avons vécu une période très orientée vers les questions d'ordre institutionnel. Il y a eu l'absorption de nouveaux entrants. L'Europe a mené une politique néo-libérale. La crise actuelle change néanmoins la don-

relancer, offre une réelle capacité de décision et d'action.

**A. dit :** Le travail des parlementaires européens reste déterminant ?

**M-N. Lienemann :** Nous avons largement porté notre attention sur les questions de législations, sur l'environnement ou sur les droits des con-

**M-N. Lienemann :** Les taux de présence progressent, surtout quand l'on sent que notre rôle compte vraiment. C'est une fonction finalement très technique. J'ai été, personnellement, rapporteur d'une directive-cadre sur l'eau en 2004, ai travaillé récemment sur la protection et la conservation des mers et océans d'Europe, un travail qui n'obtiendra pas ses premiers résultats avant une dizai-

## **Marie-Noëlle Lienemann, députée européenne**

### **« LA CRISE IMPOSE UN AUTRE MODÈLE EUROPÉEN »**

**En juin prochain, les élections européennes remettront en jeu les sièges des députés européens. Une institution encore largement méconnue du grand public. Ambiance avec l'une de ses membres nordistes, en demande de changement d'ère.**

ne, des changements s'imposent et les élections tombent au bon moment. Il nous faudra justement, à cette occasion, proposer un nouveau modèle socio-économique.

**A. dit :** L'épisode du rejet du TCE (1) a engendré un discrédit des parlementaires français. La présidence française qui vient de s'achever a-t-elle fini de redorer le blason tricolore ?

**M-N. Lienemann :** Le Parlement européen soutenait massivement le « oui » au TCE. Ils n'ont pas vu les « non » des populations inquiètes des délocalisations ou des disparitions de services publics. Cela présentait un vrai risque de distorsion entre les élus que nous sommes et ces populations. Pour autant, je n'ai pas tant ressenti une dévaluation des représentants français. La France a été considérée comme empêcheur de tourner en rond mais reste un pays majeur dont la voix pèse, et dont la présence active conditionne le bon fonctionnement d'une Europe politique. La crise que nous traversons actuellement souligne, au contraire, que la France l'avait entrevue et révélée par son refus. Je me réjouis d'ailleurs que l'Union européenne s'appuie sur un esprit d'Europe des nations, et non des fédérations. Cette option, que la présidence française a clairement permis de



sommateurs par exemple. Même si je regrette que l'Europe soit restée absente des grands champs du social et de l'économique. L'intégration de nouveaux pays implique, également, un travail de connaissance mutuelle. Car nous sommes vingt-sept pays très différents.

**A. dit :** L'absentéisme des eurodéputés et leur éloignement apparent des vrais problèmes de terrain restent des écueils à surmonter.

ne d'années. A l'image du travail réalisé par l'Europe sur la qualité des eaux de baignades, notre travail paraît effectivement ingrat ; perçu comme de simples débats techniques non reconnus par le grand public. La réflexion menée sur le paquet « énergie-climat » va, néanmoins, engendrer des changements importants.

**A. dit :** C'est votre façon d'expliquer votre implication, sur le terrain nordiste (qui reste le plus aidé de France) ? Quelles perspectives espérer de l'Europe ?

**M-N. Lienemann :** Effectivement, nous devons parler de ces grands enjeux sur le terrain, expliquer la nature de nos débats, et les politiser davantage. Je reste, par exemple, déçue de la chute libre des crédits européens, pour lesquels nous nous sommes néanmoins fortement battus. Je suis personnellement favorable à la création d'une taxe européenne (sur les mouvements de capitaux, la production de CO2 ou les poids lourds), une recette propre qui permette une vraie politique solidaire européenne. L'Union européenne ne se donne actuellement pas les moyens financiers de peser. Une chose est certaine, le prochain mandat sera celui du renouveau. Tout simplement parce que la crise est là, qu'elle durera et qu'il nous faudra proposer une solution innovante pour en sortir.

**Propos recueillis par C. Lamour**

(1) Traité constitutionnel européen.